

JUGEMENT
N° 103/19/CACC/TCC
DU 30 OCTOBRE 2019

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET
DU CONTENTIEUX**

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2019/0783

Michael OLUA

Ukiwo Emmanuel

AZUH

**(Me Macaire
ADOSSOU)**

C/

Société SUNMIBEL

SARL

Sunday SAMOS

**OBJET : Paiement
et Dommages-
intérêts**

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **François AKOUTA et Eric ASSOGBA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : Le 23 octobre 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale, et en dernier
ressort, prononcé le 30 octobre 2019.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDEURS :

OLUA Michael, Commerçant, de nationalité nigériane, demeurant et
domicilié à Cotonou, Tél (00229) 97 79 26 50/ 95 95 89 69 ;

AZUH Ukiwo Emmanuel, Commerçant, de nationalité nigériane,
demeurant et domicilié à Cotonou, Tél (00229) 95 95 89 69 ;

Tous, agissant sous l'enseigne **Etablissements « GONINEP
ENTREPRISE »**, dont le siège social est sis au lot 138 Missèbo,
Cotonou, Maison Jean SANGRONIOH, assistés de Maître Macaire
ADOSSOU, Avocat à la Cour ;

D'UNE PART

DEFENDEURS :

Société SUNMIBEL SARL, dont le siège est sis au carré 196 Tokpa
Hoho Ouest Missèbo ;

SAMOS Sunday, Commerçant, de nationalité nigériane, demeurant
et domicilié ès-qualités au siège de la Société SUNMIBEL SARL ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Dans le cadre de la résolution à l'amiable d'un différend d'affaires entre des opérateurs intervenant dans la vente de balles de friperie, il s'est tenu une réunion au cabinet de Maître DAKO Simplicie, Huissier de justice, entre OLUA Michael et Emmanuel U. AZUH d'une part, SAMOS Sunday et AHOUANTCHEDE Romaric d'autre part ;

Cette réunion a été sanctionnée par un procès-verbal en date du 27 août 2019, dressé par Maître DAKO Simplicie, dans les termes ci-après :

« à l'issue des échanges qui ont été cordiales et conviviales :

- les parties ont décidé unanimement de régler le litige qui les oppose à l'amiable ;

- Monsieur Sunday SAMOS s'est engagé à payer à Messieurs OLUA Michael et Emmanuel U. AZUH tous commerçants de nationalité nigériane (...) agissant au nom et pour le compte de l'établissement GONINEP la somme de deux millions cinq cent dix-huit mille deux cent vingt-cinq (2.518.225) FCFA au principal ;

- les deux parties ont convenu que Monsieur Sunday SAMOS paie sa dette au plus tard le vingt-sept (27) octobre 2019 à douze (12) heures ;

- les frais d'huissier et émoluments d'encaissement ont été évalués à quatre cent quatre-vingt mille sept cent soixante-quinze (480.775) FCFA ;

- Messieurs OLUA Michael et Emmanuel U. AZUH se sont engagés à prendre en charge pour moitié les frais d'huissier et émoluments d'encaissement ;

- Monsieur AHOUANTCHEDE Romaric a défendu à Monsieur Sunday SAMOS de s'engager pour lesdits frais et celui-ci a obtempéré » ;

Pour parvenir au recouvrement de la somme de *deux millions cinq cent dix-huit mille deux cent vingt-cinq (2.518.225) FCFA*, OLU Michael et AZU Ukiwo Emmanuel ont attiré la société SUNMIBEL SARL et Sunday SAMOS devant le tribunal de commerce de Cotonou, en sollicitant leur condamnation conjointe à son paiement ainsi que la somme d'un million (1.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Ils demandent en outre, au tribunal, d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

Devant le tribunal, Sunday SAMOS a contesté devoir la somme réclamée ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi ;

Que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Attendu par ailleurs, que l'article 28 alinéa 1^{er} de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits* » ;

Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure, en particulier le procès-verbal dressé par Maître DAKO Simplicie, Huissier de justice, dont les énonciations font foi jusqu'à inscription de faux, que :

Monsieur Sunday SAMOS s'est engagé à payer à Messieurs OLUA Michael et Emmanuel U. AZUH tous commerçants de nationalité nigériane (...) agissant au nom et pour le compte de l'établissement GONINEP la somme de deux millions cinq cent dix-huit mille deux cent vingt-cinq (2.518.225) FCFA au principal ;

- les deux parties ont convenu que Monsieur Sunday SAMOS paie sa dette au plus tard le vingt-sept (27) octobre 2019 à douze (12) heures ; » ;

Attendu, dans ces conditions, que c'est à bon droit que les demandeurs formulent la demande en condamnation de Sunday SAMOS au paiement de la somme de deux millions cinq cent dix-huit mille deux cent vingt-cinq (2.518.225) FCFA ;

Attendu, cependant qu'il n'est pas établi au dossier que la dette est commune à Sunday SAMOS et à la société SUNMIBEL ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

Attendu, par ailleurs, que dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts au taux légal ; le créancier auquel son débiteur en retard a causé un préjudice indépendant de ce retard, peut obtenir des dommages et intérêts distincts des intérêts moratoires de la créance, sauf en rapporter la preuve ;

Qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts, qu'en cas de démonstration d'un préjudice distinct du retard de paiement ;

Attendu qu'en l'espèce, OLUA Michael et Emmanuel U. AZUH ne justifient pas l'existence de tels préjudices qu'ils affirment simplement ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

Attendu, s'agissant de la demande aux fins d'exécution provisoire sur minute, qu'il y a lieu de relever que l'intérêt du présent litige est inférieur au taux du ressort en matière commerciale qui est de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en application de l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, de sorte que la présente décision est rendue en dernier ressort et emporte exécution forcée ;

Que la demande d'exécution provisoire est donc superfétatoire ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit OLUA Michael et Emmanuel U. AZUH en leur action et les y déclare bien fondés ;

Condamne Sunday SAMOS à payer à OLUA Michael et Emmanuel U. AZUH la somme de deux millions cinq cent dix-huit mille deux cent vingt-cinq (2.518.225) FCFA en principal ;

Déboute OLUA Michael et Emmanuel U. AZUH du surplus de leurs demandes ;

Condamne Sunday SAMOS aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT